

# Emmanuel Macron annonce 400 millions d'euros pour que la France reste dans la course mondiale à l'IA

Alors que le salon Vivatech s'apprête à ouvrir ses portes, le chef de l'Etat a annoncé 400 millions d'investissements publics dans la recherche et la formation sur l'intelligence artificielle. Neuf pôles d'excellence doivent former 100000 spécialistes par an pour que la France reste crédible dans la course mondiale au développement de cette technologie.

Alors que les progrès de l'intelligence artificielle font les gros titres au rythme des annonces d'Open AI sur ChatGPT ou de Google, Emmanuel Macron a annoncé la stratégie française pour rester dans la course. Présent mardi 21 mai en préambule de l'ouverture du salon Vivatech, le chef de l'État a annoncé 400 millions d'euros d'investissements publics issus du plan France2030 dans ce but. En mars, le comité interministériel sur l'IA avait placé la formation au premier rang de ses six recommandations pour développer le secteur dans l'Hexagone.

Parmi eux, l'on compte l'Université Paris Sciences et Lettres (75 M€), Université de Grenoble-Alpes (70 M€), l'Institut universitaire de Paris (70 M€), Sorbonne Université (35 M€), **l'Université de Lorraine (30 M€)**, l'Université de Paris-Saclay (20 M€), l'Université de Toulouse (20 M€), l'Université de Rennes et l'Université de la Côte d'Azur (20 M€). En parallèle, un centre d'évaluation en IA doit être créé en France avec l'objectif d'en faire l'un des plus grands dans le monde.

Après l'appel à un « choc d'investissements privés », Emmanuel Macron qui a indiqué qu'un nouveau fonds « franco-allemand et peut-être européen » serait créé pour aider les entreprises prometteuses de l'IA, mais aussi des puces ou du cloud. Son montant et sa direction n'ont pas été précisés, mais il sera alimenté à un quart par l'État. Il doit aider des pépites technologiques spécialisées dans les grands modèles de langage (LLM), le cloud ou les puces, mais insuffisamment financées pour être concurrentielles.

Enfin, le chef de l'État a révélé la création d'une mission pédagogique à destination des français pour les « acculturer » à l'intelligence artificielle à travers des débats et des cafés partout sur le territoire. Près de 10 millions d'euros seront alloués au Conseil national du Numérique dans ce but. La révolution que va entraîner l'IA dans notre société est prise au sérieux par le gouvernement. Le déploiement rapide des outils d'IA en entreprises et dans le service public pourrait ainsi entraîner une hausse de 250 à 400 milliards d'euros du PIB à horizon 2030 ou 2035. « Dans 19 emplois sur 20, il y a des tâches que l'IA ne peut pas accomplir, soulignait un conseiller de l'Élysée mars dernier. Donc les emplois remplaçables représentent seulement 5% des emplois dans un pays comme la France. »

